

refusaient de prendre nos produits en échange des leurs, mais insistaient pour que nous leur versions notre or. Si j'ai bien compris le sens de certaines observations de l'honorable député, il a lui-même signalé des cas d'injustice dont son pays aurait souffert dans ses relations avec nos voisins, non pas assurément par notre faute, mais par la faute,—si faute il y a, comme je le pense,—de nos voisins. Or, chose étrange, au moment même où il commence à se manifester là-bas d'autres sentiments, précurseurs de jours meilleurs, il se trouve des hommes dans notre pays pour nous crier: Halte-là! N'acceptez aucune avance, rejetez toute proposition ayant pour objet de remédier à un état de choses dont nous nous plaignons depuis si longtemps. Telle est la question qui, à mon avis, préoccupe en ce moment, le peuple canadien; telle est la question qu'on voudrait nous entendre discuter dans ces jours qui suivront la rentrée des Chambres.

Aujourd'hui il se produit un nouvel état de choses. La députation n'ignore pas que, au cours de la session dernière, l'honorable ministre des Finances a communiqué à la Chambre une requête transmise de la part du président des Etats-Unis, proposant d'entamer des négociations en vue d'améliorer ces relations commerciales qu'on a si longtemps trouvées peu satisfaisantes. La Chambre me pardonnera, j'en suis sûr, si je lui donne lecture de cette partie de la correspondance échangée dans le temps entre le secrétaire d'Etat des Etats-Unis et l'honorable ministre des Finances. Voici ce qu'on relève dans une lettre adressée à l'honorable ministre par M. Knox, secrétaire d'Etat, à la date du 26 mars dernier:

Le président est confiant que la grande majorité du peuple des Etats-Unis approuvera cordialement le projet d'établissement de relations commerciales plus étroites et plus actives avec le Canada, et c'est avec grande satisfaction qu'il a appris l'existence d'un sentiment de même nature dans le Dominion. Ajoutons que le contraste qui se manifeste entre l'état de choses actuel et les traditions du passé, met en plus vive lumière une vérité, c'est que ce sentiment commun prend sa force à la fois dans un intérêt commercial réciproque, et dans des considérations d'ordre moral et social de la plus haute portée.

Permettez-moi donc de profiter de l'occasion pour exprimer, suivant ses instructions, ce vœu du président que votre gouvernement veuille bien aborder, de concert avec le nôtre, à une époque et dans des conditions qui seront acceptables à l'un et à l'autre, l'examen de la question du remaniement de nos relations commerciales sur une base plus large et plus libérale, comme il convient entre pays si étroitement rapprochés à la fois géographiquement et par les origines de leurs habitants, comme l'a signalé le président dans ses récentes déclarations publiques.

Sir WILFRID LAURIER.

En conséquence de cette invitation, des délégués sont venus à Ottawa, il y a quelques semaines, et il y a eu un échange de vues entre eux et les commissaires nommés par le Gouvernement canadien; lesquels commissaires canadiens ont été mes honorables amis le ministre des Finances et le ministre des Douanes. L'entrevue a eu lieu non pas sous l'empire d'un protocole rigidement imposé, non pas à l'aide de communications cérémonieuses et officielles, mais dans le simple but d'échanger amicalement des pourparlers et des vues générales, de façon à chercher s'il ne serait pas possible de trouver une base commune d'action, d'imaginer quelque politique nouvelle pour ces deux pays qui ont tant de choses en commun, et entre lesquels devraient exister des relations commerciales meilleures que nous n'en avons eues dans le passé.

En attendant, les conseils ne nous ont pas fait défaut; ils nous sont venus sous diverses formes, par lettres, par vœux publiquement exprimés; bref sous les formes diverses où de nos jours s'exprime le sentiment public. Nos ennemis n'ont pas manqué de nous dire, comme aussi quelques-uns de nos amis, qu'il fallait absolument éviter d'avoir rien à faire avec ces Américains, les fuir comme la peste, que nous n'avions rien à gagner à améliorer nos relations commerciales avec eux, que rien de bon n'en pourrait sortir pour le bien-être du pays. Mon honorable ami de Toronto-nord (M. Foster) s'est, plus que tout autre, distingué à cet égard. Dans un discours qu'il a prononcé il y a quelques semaines à Toronto, il disait, avec l'exagération qui le caractérise, avec un suprême dédain de la vérité et du sens commun, que deux hommes seulement étaient en ce moment au Canada désireux d'établir des relations de commerce avec les Etats-Unis, et que ces deux hommes étaient le premier ministre et le ministre des Finances. Si, monsieur l'Orateur, il veut bien me le permettre, je dirai à mon honorable ami de Toronto-nord qu'il nous a, en cette occasion, à mon honorable ami le ministre des Finances et à moi-même, décerné,—sans le vouloir, bien entendu, et sans le savoir—un compliment très flatteur. Mon honorable ami ne m'en vaudra pas si je lui dis que je ne m'attendais pas à cela de sa part, que je ne m'attendais pas au compliment qu'il m'a fait là.

Ce n'est pas dans ses habitudes. Sa langue, si déliée sur tous les sujets qu'il traite est généralement portée à répandre du vinaigre plutôt qu'à verser de l'huile. Par rencontre cependant, mon honorable ami m'a, cette fois-là, fait un compliment que j'accepte en toute modestie. Quoi qu'il en soit, ma modestie se refuse à croire que, sur une population de 8 millions, il se sera trouvé deux hommes seulement, deux, qui sachent apprécier l'énorme avantage qu'il